

Print

Gladstone LNG, l'autre mégaprojet australien d'une entreprise française qui menace (entre autres) la Grande barrière de corail

De [Olivier Petitjean](#)

Global Research, avril 22, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/gladstone-lng-lautre-megaprojet-australien-dune-entreprise-francaise-qui-menace-entre-autres-la-grande-barriere-de-coraill/5444692>



Les projets de développement à grande échelle du charbon dans le Nord-ouest de l'Australie ont largement attiré l'attention de l'opinion internationale, en raison des risques qu'ils font peser sur le climat et la Grande barrière de corail. En France, la Société générale a été particulièrement montrée du doigt pour son implication dans le projet Alpha Coal. Mais un autre grand projet de développement d'hydrocarbures porté par une entreprise française – Total cette fois –, à quelques centaines de kilomètres au Sud, fait également parler de lui du fait de la menace qu'il représente pour l'environnement local et global.

On a beaucoup parlé en France ces derniers mois, grâce à la mobilisation d'associations écologistes et altermondialistes, d'Alpha Coal, un projet charbonnier géant dans l'État du Queensland en Australie. La Société générale, qui jouait un rôle important de conseil financier aux porteurs du projet – un conglomérat indien et une milliardaire australienne –, s'est retrouvée la cible d'une virulente campagne de dénonciation, avec des agences occupées ou bloquées derrière des amoncellements de charbon. La banque a fini par annoncer son retrait du projet en décembre 2014, et elle vient de s'engager formellement, tout comme BNP Paribas et le Crédit agricole, à se tenir entièrement à l'écart non seulement d'Alpha Coal, mais de tous les autres projets de développement du charbon dans le Bassin de Galilée (lire [notre enquête](#)).

Outre Alpha Coal, pas moins de neuf mines sont en effet envisagées dans la région, avec une capacité de production cumulée de 330 millions de tonnes de charbon par an. Mais c'est surtout le projet d'extension du terminal d'exportation d'Abbot Point qui a cristallisé la contestation. Non seulement il s'agit d'une infrastructure critique sans laquelle le charbon du Bassin de Galilée ne pourrait pas être exporté à grande échelle, mais le port est en outre situé dans la zone de la Grande barrière de corail classée au titre du patrimoine mondial. Industrialisation de la côte et dragage des fonds sous-marins, passage incessant d'énormes bateaux, risque accru d'accidents, sans parler de la contribution indirecte à la fragilisation des récifs coralliens du fait des émissions accrues de gaz à effet de serre... Autant de facteurs qui ont poussé l'Unesco à menacer d'inscrire la Grande barrière de corail sur la liste du patrimoine « en danger ».

Mais l'extension du port d'Abbot Point, si elle a focalisé l'attention de la communauté internationale, n'est malheureusement pas le seul projet portuaire d'exportation de charbon et de gaz menaçant directement et indirectement la Grande barrière de corail. Quatre autres ports de la zone ont été classés « zones prioritaires de développement portuaire » : Gladstone, Hay Point, Mackay et Townsville. Si elles se sont engagées à se tenir à l'écart d'Abbot Point, les banques françaises restent impliquées financièrement au moins à Hay Point et à Gladstone. Cette dernière zone portuaire comprend à elle seule pas moins de trois terminaux d'exportation de gaz naturel liquéfié ou GNL (peut-être bientôt quatre) et trois terminaux charbonniers (dont un nouveau). Et l'un des terminaux gaziers, Gladstone LNG, situé sur l'île de Curtis, concerne directement une autre entreprise française : Total. Il devrait permettre à terme l'exportation de plus de 7 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an.

Un accident prémonitoire ?

Or il se trouve que la baie de Gladstone a été le théâtre, en 2011 et 2012, d'une catastrophe environnementale majeure, directement causée par les développements portuaires, et qui a été considérée par beaucoup d'observateurs locaux comme un signe avant-coureur des menaces qui pèsent sur la Grande barrière de corail et les innombrables espèces qu'elle abrite.

Comme à Abbot Point, la construction des terminaux d'exportation s'est accompagnée de vastes opérations de dragage. Une partie des déchets a été rejetée en mer, dans la zone classée au patrimoine mondial ; d'autres ont été entassés derrière une digue mal conçue et mal construite, qui a rapidement laissé fuir des sédiments pollués. Au même moment, des dizaines de poissons et de tortues étaient retrouvés morts ou malades dans la baie, contaminés par des métaux lourds. Un rapport officiel conclut tout d'abord que cette pollution était liée aux inondations exceptionnelles qu'avait connu la région, mais les militants écologistes et les [pêcheurs locaux](#) ont peu de doutes sur le fait que la responsabilité en revient aux chantiers des terminaux. Selon une étude réalisée par une [université locale](#), non seulement les opérations de dragage ont probablement provoqué une dispersion de métaux lourds dans la mer, contribuant à un « *nombre inhabituellement important d'échouages ou de décès de tortues* », mais le passage continu de bateaux dans ces eaux constitue également un risque majeur pour ces espèces animales.

Devant la montée de la contestation, le ministre fédéral de l'Environnement a accepté de mettre en place une commission d'enquête indépendante sur l'incident. Celle-ci a [conclu](#) que la mauvaise qualité de la digue était effectivement en cause, et surtout a insisté sur les carences profondes des procédures administratives d'autorisation et l'insuffisance criante des mécanismes de supervision et de contrôle environnemental. De bien mauvaise augure pour les futurs développements à Abbot Point...



Encore l'ordre de mission de cette commission d'enquête était-il délibérément restrictif. Pour de nombreux riverains, la mortalité inhabituelle constatée chez les animaux marins ne constitue que la partie émergée de l'iceberg. L'impact environnemental réel de tous ces projets sur la baie de Gladstone et les eaux environnantes reste mal connu, tout simplement parce qu'il est très peu étudié. Plusieurs autres incidents ont été signalés, et il a été révélé que les autorités avaient, délibérément ou non, [omis de mener des tests](#) sur plusieurs polluants potentiels pendant la durée du chantier.

Fracturation hydraulique

Ce n'est pas tout. Le gaz liquéfié en vue de son exportation dans le terminal de Gladstone LNG provient des champs de « gaz de couche » ou « gaz de charbon » (*coal seam gas* ou *coal-bed*

methane) de Queensland et de Nouvelle-Galles-du-Sud, dans le cadre d'un projet « intégré » associant Total, l'entreprise australienne Santos et des partenaires asiatiques [1] Le gaz de couche est un hydrocarbure dit « non conventionnel » et, comme le gaz de schiste, il nécessite le recours à la technique controversée de la fracturation hydraulique.

Santos est l'un des principaux acteurs du gaz de couche en Australie et s'est retrouvée de ce fait au centre de plusieurs controverses liées à l'impact environnemental des techniques d'extraction qu'elle utilise, et notamment à la menace qu'elle font peser sur les ressources en eau. À proximité du site gazier de Santos dans la forêt de Pilliga (Nouvelle-Galles-du-Sud), des tests ont révélé la présence dans les nappes phréatiques de métaux lourds, y compris de l'uranium à un taux vingt fois plus élevé que la norme sanitaire maximale [2]. Or la forêt de Pilliga constitue selon les scientifiques l'une des zones les plus importantes de recharge en eau du « Grand bassin artésien », cet immense aquifère souterrain qui s'étend sous 22% du territoire australien et qui représente souvent la seule source d'eau pour les habitants de ces régions [3]. L'industrie du gaz de couche menace doublement cette ressource vitale, à la fois parce que la fracturation hydraulique requiert de pomper d'immenses quantités d'eau, [souvent dans des zones sensibles](#), et du fait de la pollution engendrée. Les sites d'extraction de Santos et de Total sont eux aussi dans la zone du Grand bassin artésien...

Plusieurs scandales ont montré le peu de cas qu'il fallait faire des assurances de l'industrie gazière australienne en matière de gestion des risques environnementaux. Origin Energy, une entreprise concurrente de Santos dont les champs de gaz de couche alimentent un autre terminal GNL à Gladstone, Australia Pacific LNG (financé entre autres par BNP Paribas et la Société générale) a dû suspendre ses opérations après que des tests eurent révélé [la présence d'amiante](#) dans le liquide utilisé pour la fracturation hydraulique. Récemment encore, c'étaient au tour d'une autre entreprise, AGL, de voir ses opérations suspendues après la découverte dans l'eau de produits chimiques toxiques et [théoriquement interdits](#).



Tout comme le charbon, le développement du gaz de couche en Australie suscite une énorme résistance citoyenne, avec la formation d'alliances inédites entre écologistes et agriculteurs inquiets de son impact sur l'environnement et les ressources en eau. La campagne [Lock the Gate](#) (« Fermez la porte »), qui fait vivre cette alliance dans tout le pays, a réussi à freiner considérablement les progrès de cette industrie, alors que les pouvoirs publics s'apprêtaient à approuver son développement accéléré. C'est particulièrement le cas en Nouvelle-Galles-du-Sud, où vont bientôt se tenir des élections provinciales qui [pourraient se jouer en partie](#) autour de l'enjeu du *coal seam gas*, et autour du site emblématique de la forêt de Pilliga.

Le développement du GNL australien, un autre projet « climaticide » ?

L'intérêt des multinationales pour le gaz australien s'explique notamment par la proximité de l'Asie, où les prix du gaz sont nettement plus élevés qu'en Europe et aux États-Unis. Le Japon et la Corée sont, de loin, les principaux importateurs mondiaux de gaz naturel liquéfié, ce qui

aiguise bien des appétits non seulement en Australie, mais aussi sur la côte Ouest de l'Amérique du Nord, où d'autres terminaux géants sont projetés pour écouler le gaz de schiste américain.

Souvent vantée par les majors pétrolières comme une alternative énergétique moins polluante que le charbon, le gaz n'en reste pas moins une énergie fossile. Son exploitation à grande échelle, outre ses impacts environnementaux directs, est source d'émissions importantes de gaz à effet de serre. La documentation officielle du projet Gladstone LNG affichait des émissions estimées d'entre 5 et 7,2 millions de tonnes de CO2 par an – l'équivalent des émissions d'un pays comme l'Albanie ou l'Arménie. Encore ces chiffres sont-ils sujets à caution, car [des études ont montré](#) que la fracturation hydraulique occasionne d'importantes fuites de méthane (un gaz à effet de serre plus nocif que le CO2) dans l'atmosphère, faisant du gaz de schiste une énergie [quasiment aussi polluante que le charbon](#). Évidemment, la question des fuites de méthane est systématiquement ignorée dans les études officielles sur les émissions du GNL australien.

Outre Gladstone, Total développe avec la firme japonaise Inpex un autre projet de terminal GNL au large des côtes du Nord de l'Australie, appelé Ichtys (7 millions de tonnes de CO2 émises tous les ans dans l'atmosphère). Le gaz provient, dans ce cas, de gisements offshore. Le projet semble plus ou moins en suspens depuis quelques mois, sous l'effet conjugué de la baisse du prix du pétrole, du surplus de gaz sur le marché mondial et d'une hausse vertigineuse des coûts. GDF Suez était elle aussi impliquée dans un autre projet de plateforme GNL au Nord de l'Australie – savoureusement intitulé Bonaparte LNG -, là aussi avec Santos. Le projet a été abandonné en juin 2014, pour les mêmes raisons.

Plusieurs autres plateformes géantes de gaz naturel liquéfiés ont été inaugurées en Australie, ou sont sur le point de l'être, par des multinationales comme Chevron, ExxonMobil et Shell. Tous ces projets se sont développés rapidement en parallèle, et le secteur semble connaître aujourd'hui une crise de croissance. Pour les entreprises concernées, il ne s'agit que d'une difficulté passagère, la consommation de gaz étant appelée à continuer à augmenter significativement sur le long terme, et avec elle le prix du GNL. Une perspective qui n'a rien de réjouissant pour le climat, ni pour les écosystèmes terrestres et marins de l'Australie. À moins que Total et ses partenaires ne soient rattrapés par la contestation en Australie même, et par les appels de plus en plus pressants à une stratégie claire de sortie des énergies fossiles.

Olivier Petitjean

8 avril 2015

Photos : Stephen Hass CC (une) ; vue aérienne des usines de GNL de Curtis Island ; site de forage de gaz de couche de Santos dans la forêt de Pilliga, CC [Jeremy Buckingham](#).

[1] Le projet inclut des champs de gaz de couche contenant des réserves estimées par ses promoteurs à 250 milliards de mètres cube, le terminal Gladstone LNG et un gazoduc de 420 kilomètres. Le tout représentant un investissement initial de 16 milliards de dollars US. Total détient 27,5% de ce « projet intégré ».

[2] Voir [ici](#).

[3] Lire [ici](#).

Copyright © 2015 Global Research